



Évaluation environnementale des documents d'urbanisme

***Procédure d'examen au cas par cas des
documents d'urbanisme***

***Modification simplifiée n°1 du Scot de la
boucle du Rhône en Dauphiné***

II - Renseignements à fournir par les personnes publiques pour l'examen au cas par cas

A. Intitulé du document

Document concerné (PLU, Carte Communale,) :	Scot de la Boucle du Rhône en Dauphiné
<i>Préciser la date d'approbation du document en vigueur</i>	Celui-ci a été approuvé le 3 Octobre 2019
Le document ci-dessus a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?	Oui
Procédure concernée par la saisine	Modification simplifiée n°1 du Scot
Intitulé de l'objet de la saisine (exemple : révision, modification n°, modification simplifiée...)	Modification simplifiée n°1 du Scot
Quels sont les objectifs visés dans le cadre de cette saisine : orientations principales (ouverture à urbanisation de certains secteurs, réduction d'une zone agricole, réduction d'un EBC ¹ ...) ?	<p>Elle porte sur les points suivants :</p> <p>La rectification de plusieurs erreurs matérielles dans le DOO :</p> <ul style="list-style-type: none"> -une faute d'orthographe en page 54 ; -des malfaçons dans les intitulés en page 9 et 56 ; -une malfaçon cartographique en page 11 ; -une malfaçon rédactionnelle en page 44 ; -une reformulation d'une prescription trop générale en page 30 : <p>Prescription initiale :</p> <p>« Lors des projets d'extension ou de création de sites de carrière, intégrer les conditions suivantes : se situer en dehors des aires d'alimentation en eau potable, éviter les zones agricoles irriguées, prendre en compte les différents niveaux de sensibilités environnementales tels que prévus dans le schéma départemental »</p> <p>Prescription modifiée :</p> <p>« Lors des projets d'extension ou de création de sites de carrière, intégrer les conditions suivantes : s'assurer de l'absence d'impact résiduel sur les aires d'alimentation en eau potable définies par l'hydrogéologue agréé et les zones agricoles irriguées, prendre en compte les différents niveaux de sensibilités environnementales tels que prévus dans le schéma départemental et le futur schéma régional des carrières ».</p> <p>La modification n°1 impacte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le DOO
Pièces à fournir	<p><input checked="" type="checkbox"/> notice explicative de l'objet de la saisine</p> <p>Le cas échéant selon le type de procédure :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> diagnostic ou synthèse du diagnostic</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> PADD</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> pièces graphiques (avant/après)</p> <p><input type="checkbox"/> pièces réglementaires (avant/après)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> OAP</p> <p><input type="checkbox"/> cartographies superposant les zones pressenties d'aménagement avec les zones à enjeu environnemental et paysager</p>

¹EBC : Espace Boisé Classé

<p>Informations à fournir</p> <ul style="list-style-type: none"> · si le document d'urbanisme est couvert par un plan de prévention des risques (PPR), présenter les éléments du document intégrant les préconisations liées à ce PPR · si le document d'urbanisme est lié à une déclaration de projet ou une DUP : <p>Le projet concerné par la déclaration de projet a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact ? Décrivez sommairement le projet faisant l'objet de la déclaration (nature du projet, emprise, localisation...).</p> <p>Quels sont les éléments du document d'urbanisme nécessitant une mise en compatibilité ?</p> <ul style="list-style-type: none"> · si autres informations utiles 	<p>Synthèse des informations liées au(x) PPR :</p> <p>Le territoire fait l'objet de 1 Plan de Prévention des Risques Inondation. Depuis le 14 janvier 2008, le PPRI de la Bourbe Moyenne est opposable. Dans le territoire de la Boucle du Rhône en Dauphiné, il ne concerne que les communes de Frontonas et de Saint-Martin-Bel-Accueil.</p> <p>Le plan de zonage comprend les zones suivantes délimitées en fonction de l'intensité des risques encourus :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Une zone inconstructible, appelée zone rouge ; -Une zone de projet possible sous maîtrise collective (publique ou privée), appelée zone violette ; -Une zone constructible sous conditions de conception, appelée zone bleue ; -Une zone constructible sans conditions particulières au titre des risques pris en compte dans le PPR, appelée zone blanche. <p>Ce PPRI impliquent des mesures d'inconstructibilité dans certaines zones et prescrivent des dispositifs constructifs particuliers pour les projets et des mesures de prévention applicables à toute construction.</p>
---	---

B. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable du document d'urbanisme :	M BLANC Aurélien, Président du SCoT de la Boucle du Rhône en Dauphié
Nom et adresse du demandeur :	Syndicat mixte de la Boucle du Rhône en Dauphiné (SYMBORD) Maison Mestrallet, 19 Cours Baron Raverat, 38460 CREMIEU
Nom, numéro de téléphone et adresse mail du correspondant ²:	PIQUET Yvon 07 62 57 59 11 yvon.piquet@symbord.fr

²**ATTENTION : LA DECISION EST NOTIFIEE AU PETITIONNAIRE UNIQUEMENT A L'ADRESSE COURRIEL INDIQUEE PAR CE DERNIER DANS LE FORMULAIRE (donc aucun envoi ne sera réalisé par courrier).**

De même, l'ensemble des échanges (accusés de réception, demandes de pièces complémentaires...) seront envoyés au pétitionnaire par mel. Par sécurité, ce dernier peut mentionner plusieurs adresses courriels.

C. Description des caractéristiques principales du document

Renseignements sur le territoire concerné

Nombre et noms des communes concernées	Territoire de la boucle du Rhône en Dauphiné qui comprend 53 communes réparties en 2 EPCI : -CC Les Balcons du Dauphiné -CC Lyon Saint-Exupéry en Dauphiné.
Nombre d'habitants concernés <i>Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ? Quel est le nombre d'habitants en période touristique ?</i>	104 178 habitants environ
Superficie du territoire ou du projet en cas de mise en compatibilité liée à une déclaration de projet ou d'utilité publique	/

Contexte de la planification

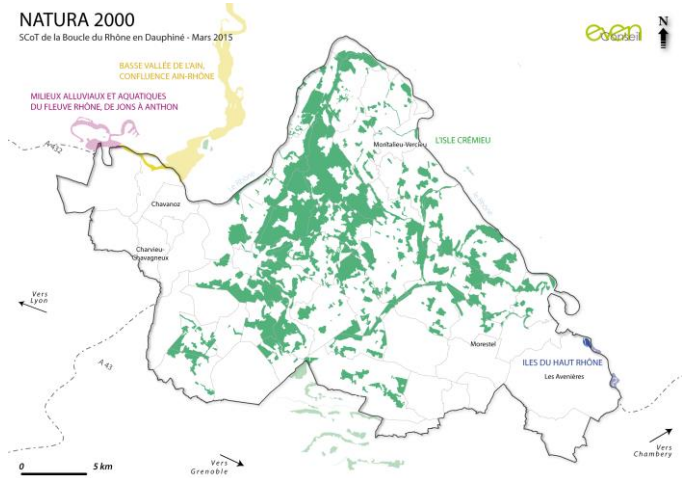
Le territoire est-il couvert par des documents de planification exécutoires (SCoT, SDAGE, SAGE, PDU, autres documents d'urbanisme ³) ? Ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ?	<ul style="list-style-type: none"> - SRADDET Auvergne Rhône Alpes, approuvé le 10 avril 2020 ; - SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 adopté le 20/11/2015 ; - SAGE de la Bourbe, approuvé le 8 Août 2008 ; - SAGE de l'Est Lyonnais, approuvé le 24 Juillet 2009 ; <p>Le SRADDET et le SDAGE ont fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p>
Quels sont les objectifs et orientations définis, s'il y a lieu, dans le PADD ? → Fournir le PADD du document concerné	La modification ne remet pas en cause le PADD du Scot en vigueur.
Le territoire est-il concerné par les dispositions de la loi Montagne ? Si oui , le document d'urbanisme (révision, mise en compatibilité, élaboration PLU/CC) prévoit-il la création d'une unité touristique nouvelle (art L122-15 à L122-23 du code de l'urbanisme) ?	Non
Le territoire est-il concerné par les dispositions de la loi Littoral ?	Non
Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (par ex : avis du Comité de massif...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une ou plusieurs autres procédures (par ex : zonage d'assainissement, étude d'impact...) ?	
Non	


D. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet

Consommation d'espace et étalement urbain <i>(fournir des cartes permettant la localisation des secteurs concernés)</i>	
<p>- Quels sont les objectifs du document en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?</p> <p>- Quelle évolution par rapport aux tendances passées ?</p> <p>Si possible, chiffrer la consommation d'espace.</p>	<p>La modification simplifiée n°1 du Scot ne remet pas en cause les objectifs fixés par celui-ci.</p> <p>Cette modification simplifiée n'engendre aucune consommation d'espace. Elle n'impactera pas de secteurs sensibles au niveau naturel ou paysager.</p>
<p>- Quels sont les objectifs en matière de création de logements ?</p> <p>- Quelle est la tendance démographique actuelle ? : sur les 10 dernières années, augmentation, stagnation, baisse du nombre d'habitants</p> <p>- Combien d'habitants supplémentaires le projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ?</p> <p>- Combien de logements en « dents creuses » ? En extension de l'enveloppe urbaine ? De logements réhabilités ?</p>	<p>La modification ne remet pas en cause les objectifs démographiques, et n'a pas pour objet l'ouverture à l'urbanisation ou encore l'augmentation des droits à construire.</p>
<p>Existe-t-il des secteurs à caractère naturel qui ont vocation à être urbanisés ? Si oui, lesquels ?</p>	<p>La modification ne permet pas d'ouverture à l'urbanisation.</p>
<p>Sur quelles perspectives de développement (démographique, économique, touristique, d'équipements publics...) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de consommation d'espaces ?</p>	<p>La modification ne remet globalement pas en cause les objectifs du territoire.</p>
<p>Quels sont les objectifs de densification du tissu urbain, d'utilisation des dents creuses, friches urbaines ?</p>	<p>Modification du Scot non concernée.</p>
<p>Dans l'hypothèse d'une ouverture à l'urbanisation :</p> <p>- quelle est la superficie des zones concernées ?</p> <p>- Expliquer dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées les impacts sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, les impacts en matière de desserte, transport, équipement...</p>	<p>Aucune nouvelle ouverture à l'urbanisation.</p>
<p>Si la modification du PLU concernent des extensions, annexes et piscines en zone A et N, préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> · L'emprise au sol minimum du bâtiment existant · La surface d'extension et annexe autorisée · La surface de plancher maximum après extension · La possibilité de créer des nouveaux logements ? Si oui, combien ? 	<p>Modification du Scot non concernée.</p>
<p>Si la modification du PLU concernent des extensions, annexes et piscines en zone A et N, estimer :</p> <ul style="list-style-type: none"> · La superficie des zones A et N 	<p>Modification du Scot non concernée.</p>

concernées <ul style="list-style-type: none"> Le nombre de bâti existant pouvant prétendre à une extension et/ou annexes et/ou piscines La superficie de zones A et N susceptibles d'être impactées par la somme des extensions, annexes et piscines 	
--	--

Milieux naturels et biodiversité

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(les)? <i>Préciser l'impact direct et indirect des aménagements envisagés</i>
Zones Natura 2000 ?	X		<p>On recense trois Sites d'importance communautaire (SIC) au titre de la Directive Habitats :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Basse vallée de l'Ain - confluence Ain-Rhône ; -L'Isle Crémieu ; -Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône, de Jons à Anthon. <p>On note aussi deux Zones de conservation spéciale (ZCS) au titre de la Directive Oiseaux ainsi qu'une ZCS à proximité du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les Iles du Haut-Rhône ; -Steppes de la Valbonne.  <p>Concernant la modification de la prescription portant sur les carrières, celle-ci indique toujours de « prendre en compte les différents niveaux de sensibilités environnementales tels que prévus dans le schéma départemental et le futur schéma régional des carrières ». Ce schéma prévoit une étude d'impact et la mise en place de mesures ERC pour toute nouvelle carrière au sein d'une zone N2000.</p> <p>Les objets de la modification (correction d'erreurs matérielles et reformulation d'une prescription du DOO) ne sont donc pas de nature à engendrer des incidences supplémentaires par rapport au Scot en vigueur.</p>

ZNIEFF ⁴ ?	X	<p>On relève la présence de 154 ZNIEFF de type I, habitats et milieux remarquables, regroupant des espaces aussi divers que :</p> <p>d'anciennes carrières, comme celle de Saint Martin à Chamagnieu-Panossas ou celle de la Côte de l'étang à Morestel, le Défilé de Malavage, de nombreux étangs, comme celui de Ry ou ceux de Mépieu, des forêts et bois, une multitude de pelouses sèches, des mares, marais et zones humides, quelques grottes, comme celle de Beptenaz ou de Rochevré.</p> <p>En outre, il y a sur le territoire sept ZNIEFF de type II, grands ensembles naturels riches et peu modifiés :</p> <p>Iles du haut-Rhône, Ensemble fonctionnel des vallées de la Bourbre et du Catelan, Plaine des Avenières, Isle Cremieu et Basses-Terres Cours du Rhône de Briord à Loyette, Ensemble formé par le fleuve Rhône, ses îles et ses brotteaux à l'amont de Lyon, Basse vallée de l'Ain.</p> <p>Si des projets de carrière concernent une ZNIEFF ils seront subordonnés à une étude d'impact selon le SDC 38 (Tome II, F.2.1, page 111). Les objets de la modification ne sont donc pas de nature à engendrer des incidences supplémentaires par rapport au Scot en vigueur.</p>
Zones faisant l'objet d' arrêté préfectoral de protection biotope ? Le cas échéant, localiser la zone.	X	<p>Le territoire du Scot est concerné par deux arrêtés préfectoraux de biotope :</p> <p>-La Confluence Bourbre et Catelan ; -Le Marais de Charamel.</p> <p>Les objets de la modification ne sont pas de nature à engendrer des incidences supplémentaires par rapport au Scot en vigueur.</p>
Parc national, parc naturel régional, réserve naturelle régionale ou nationale ?	X	<p>Le territoire du Scot est concerné par deux réserves naturelles :</p> <p>-La réserve naturelle régionale des étangs de Mépieu ; -La Réserve naturelle nationale du Haut-Rhône français.</p> <p>Les carrières au sein de ces espaces sont interdites par le SDC38 (Tome II, partie F « Zones à protéger », P.104) . Les objets de la modification ne sont donc pas de nature à engendrer des incidences supplémentaires par rapport au Scot en vigueur.</p>
Réservoirs et continuités écologiques identifiées par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (ScoT, DTA ⁵ ...) ou par le SRCE ⁶ ?	X	

4

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique

5

DTA : Directive Territoriale d'Aménagement

6

SRCE : Schéma Régional de Cohérence Écologique

		<p><i>Source : EIE Scot BRD – Le SRCE sur le territoire</i></p> <p>Le SRCE Rhône-Alpes identifie plusieurs corridors écologiques d'importance régionale en Boucle du Rhône en Dauphiné. À Bouvesse-Quirieu et Creys-Mépieu, deux corridors traversent le Rhône et font le lien avec le plateau du Jura dans le Bas-Bugey, dans le bas Jura. D'autres corridors sont au contraire à remettre en état. Il s'agit de ceux reliant les espaces naturels du nord du plateau de l'Isle Crémieu aux grands espaces agricoles, à travers le Rhône. À l'ouest du territoire, la connectivité écologique est également à restaurer entre Crémieu et Tignieu-Jamezieu, du fait de la tendance à la jonction entre les tâches urbaines de ces deux villes. Enfin, la relation entre les milieux ouverts de Lyon-Saint-Exupéry en Dauphiné et le sud de l'Ain doit être rétablie.</p> <p>La modification n°1, en ne permettant pas de nouvelles urbanisations, n'engendre pas d'incidences supplémentaires sur la trame verte et bleue telle que définie au SRCE. Ainsi, la modification du PLU ne remet pas en cause les incidences du projet sur les réservoirs de biodiversité.</p>
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	X	<p>Le territoire ne compte aucune zone humide identifiée au titre de la convention RAMSAR.</p> <p>Toutefois, au regard de l'occupation du sol, la commune compte quelques milieux humides associés à la ripisylve du Rhône et de ses affluents.</p> <p>La modification n°1 du Scot n'ouvrant pas de zone à l'urbanisation, elle n'impactera pas les zones humides.</p>
Espace Naturel Sensible ? Forêt de protection ? Espaces Boisés Classés ?	X	<p>Il existe deux types d'ENS sur le territoire de la Boucle du Rhône en Dauphiné en fonction du gestionnaire : les ENS départementaux, mis en place par le département et les ENS locaux, gérés par les collectivités ou également par les associations.</p> <p>Le Conseil départemental de l'Isère compte trois ENS départementaux sur le territoire de la Boucle du Rhône en Dauphiné, qu'il gère en interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'Etang de Lemps -le Lac de Save -l'Etangs et landes de Billonay, Neuf, Rama. <p>Le territoire compte aussi 27 ENS locaux.</p> <p>La présente modification ne remet pas en cause ces ENS, la carrière au sein de ces espaces sont interdites par le SDC38 (Tome II, partie F « Zones à protéger », P.104).</p>
Autres zones notables	X	

Ressource en eau / Assainissement

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :

Oui Non

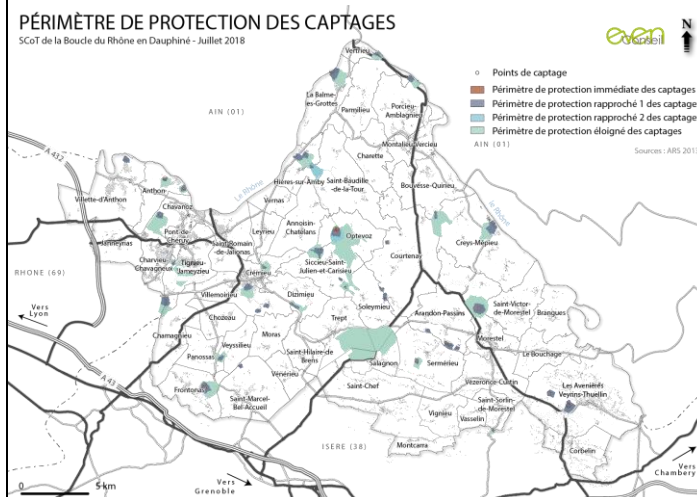
Si oui, lesquels(le)s ?

Préciser l'impact direct et indirect des aménagements envisagés

Périmètre de protection (immédiat, rapproché, éloigné) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?

X

Le territoire est concerné par plusieurs captages (55) ainsi que leurs périmètres de protection.



Concernant la création ou l'extension des carrières, la modification du DOO est légèrement assouplie puisqu'elle ne les interdit plus au sein des aires d'alimentation. Cependant elle impose de s'assurer de l'absence d'impact résiduel et la prise en compte du SDC (Tome II, F.1.2 « captages d'eau destinée à la consommation humaine (périmètres de protection) ». Celui-ci impose des mesures strictes de protection de l'eau potable.

La modification n°1 du Scot n'a donc pas vocation à impacter ces périmètres.

Comment la ou les commune(s) concernées par le plan local d'urbanisme sont-elles alimentées en eau potable ? Le système d'alimentation est-il communal ou intercommunal ? Est-il en mesure de faire face à l'augmentation de la demande en eau potable sur le territoire liée à cette augmentation de la population ou à ces nouvelles activités ? La qualité de l'eau distribuée est-elle conforme aux normes de potabilité ? (Étayer l'argumentaire de données chiffrées)

X

L'alimentation en eau du territoire pour la consommation humaine est exclusivement assurée à partir d'eaux souterraines. Le territoire est autonome pour son alimentation en eau. L'aquifère des alluvions de la vallée de la Bourbre fournit près de 52% de la ressource en eau potable et alimente plusieurs captages. Les prélèvements dans la nappe de la Bourbre servent également à l'irrigation agricole et à l'alimentation en eau potable, de la presque totalité de l'agglomération de Bourgoin-Jallieu.

La Communauté de Communes de Lyon-Saint-Exupéry en Dauphiné et celle des Balcons du Dauphiné présentent en grande majorité, une conformité à hauteur de 100% des analyses en 2012. Seules les communes de Villette d'Anthon, de Courtenay, de Parmilieu et de Charette ne disposent d'analyses conformes qu'à hauteur de 85% et la commune d'Arandon-Passins à moins de 85%.

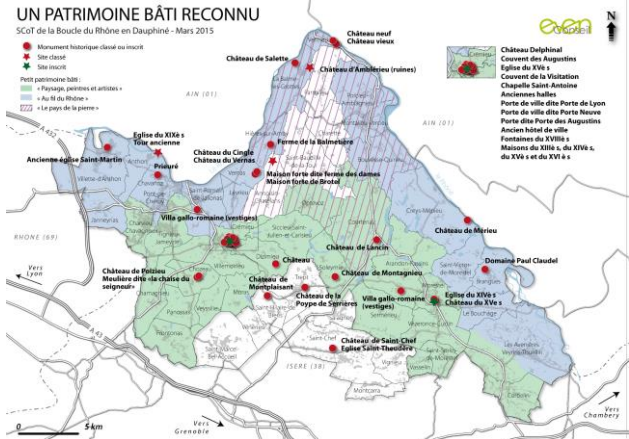
Concernant la communauté de Communes de l'Isle Crémieu, la plupart des communes ont une conformité de leur analyse supérieure à 85% (12 d'entre elles), réparti dans la partie nord du territoire. Le sud de la Communauté de Commune dispose quant à lui d'une ressource en eau potable de qualité puisque 100% des analyses étaient conformes en 2012. Seule la commune de Frontonas a un niveau de conformité inférieur à 85%.

La modification ne va pas engendrer de besoins supplémentaires.

Gestion des eaux pluviales : préciser s'il existe un zonage d'assainissement des eaux pluviales		X	Le territoire est peu couvert par les schémas de gestion des eaux pluviales et on observe un manque de données permettant d'approfondir la connaissance de la gestion.
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur le territoire communal ?		X	<p>En termes de gestion des eaux pluviales au niveau de l'aménagement (gestion à la parcelle, dispositifs de stockage, équipements...), très peu d'informations sont disponibles actuellement dans le territoire.</p> <p>La modification n°1 du PLU n'aura pas d'impact sur la gestion des eaux pluviales du territoire.</p>
Zones d' assainissement non collectif ? Le cas échéant, localiser ces zones, déterminer leur surface et le nombre d'habitations existantes et potentielles sur ces zones.		X	<p>Les Balcons du Dauphiné ont fait le choix de prendre en direct les compétences eaux et assainissement à partir du 31 décembre 2019 afin qu'elles restent un service public.</p> <p>Sur le territoire des Balcons du Dauphiné, 3 structures gèrent les compétences eau et assainissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une régie des eaux, la Régie des eaux Balcons du Dauphiné, qui est un service propre à la communauté de communes des Balcons du Dauphiné, et qui gère 27 des 47 communes du territoire. - le Syndicat Mixte d'eau et d'assainissement des Abrets et environs qui gère 6 communes. - le Syndicat des Eaux de la Plaine et des Collines du Catelan, nouvelle structure issue de la fusion du syndicat de Dolomieu-Montcarra et du syndicat de lac de Moras, qui gère 14 communes. <p>La réalisation d'une enquête auprès des différents SPANC a permis d'obtenir un portrait de l'assainissement non collectif du territoire (données 2013). Au regard des résultats obtenus, la majorité des dispositifs s'avèrent non conformes.</p> <p>La modification n'a pas vocation à modifier ce zonage ou à augmenter le nombre d'habitations en assainissement autonome.</p>
Comment les eaux usées de la commune ou des communes concernée(s) par le plan local d'urbanisme sont-elles traitées (station d'épuration...) ? Le système de traitement est-il communal ou intercommunal ? Est-il en mesure de faire face à l'augmentation des quantités d'eaux usées produites sur le territoire lié à cette augmentation de la population ou à ces nouvelles activités ? (Étayer l'argumentaire de données chiffrées)		X	<p>Une grande partie des communes disposent d'un raccordement à l'assainissement collectif important, supérieur à 75%, (notamment les communes de la Communauté de Communes de Lyon Saint Exupéry en Dauphiné et celles de la Communauté de Communes de l'Isle Crémieu), il reste, néanmoins un certain nombre de communes qui présente un taux en assainissement non-collectif important (supérieur à 25%). Sur les 53 communes du territoire : il existe 53 systèmes de traitement des eaux usées. Il s'agit de stations d'épuration classiques mais aussi d'unités plus modestes de type lagunage ou filtres à sable.</p> <p>2 communes acheminent leurs effluents sur des unités de traitement situées à l'extérieur du périmètre du SCoT.</p> <p>Au total, ce sont 24 des 53 unités de traitement recensés dans le territoire qui présentent une capacité épuratoire suffisante par rapport au nombre d'habitants raccordés, 20 qui ont atteint leur capacité épuratoire (dont 11 qui font l'objet de projet d'amélioration ou d'extension).</p> <p>Les unités de traitement concernées par une non-conformité sont au nombre de 13 dans le territoire. Pour la plupart cette non-conformité relève du dépassement de la capacité nominale (Chozeau, Baix, Bouvesse-Quirieu, Crevières, Vasselin, St Chef et le Rual), de la non-conformité de l'équipement et/ou de la performance (Saint-Etienne-d'Hières, Baix, Courtenay, Crevières, Vasselin, Le Bidaud, St Chef), de problèmes de filtre colmaté (Crizieu notamment), de problème de génie civil (Vertrieu) ou</p>

		<p>encore de la non adéquation du milieu récepteur.</p> <p>La commune du Bouchage ne dispose uniquement d'un système d'assainissement individuel et un éventuel raccord à la commune des Avenières Veyrins-Thuellin est à l'étude.</p> <p>La modification du Scot de prévoit pas d'augmentation de la population, et donc de besoin supplémentaire en termes de traitement des eaux usées.</p>
Autres éléments notables ?	X	

Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s? <i>Préciser l'impact direct et indirect des aménagements envisagés</i>
<p>A quelle entité paysagère de l'Atlas des Paysages appartient la commune ?</p> <p>Quels sont les enjeux rattachés à cette entité paysagère ?</p> <p>Comment le document d'urbanisme prend en compte ces enjeux (cartographies, outils réglementaires de protection...) ?</p>	X		<p>L'analyse du territoire, des entités géomorphologiques, l'histoire du développement humain et le patrimoine naturel permettent de distinguer plusieurs séquences paysagères aux caractéristiques bien individualisées, 5 entités paysagères définissent donc le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La plaine de l'Est Lyonnais ; -Le Rhône ; -La vallée de la Bourbe et du Catelan ; -L'Isle Crémieu et ses plateaux calcaires ; -Les collines du Dauphiné. <p>La modification n°1 du Scot n'aura pas d'impact sur le grand paysage.</p>
Quelles sont les dispositions prises pour assurer l'insertion paysagère des futures zones d'urbanisation (OAP, analyse de site, protection des haies, obligation de planter...) ?	X		Aucune nouvelle zone n'est ouverte à l'urbanisation suite à la modification n°1 du Scot.
Site classé ou projet de site classé ?	X		<p>Deux sites classés sont présents sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Confluence de l'Ain et du Rhône -Grotte de Balme <p>La modification n°1 du Scot n'est pas de nature à entraîner des impacts sur ces sites.</p>
Site inscrit ?	X		<p>Trois sites inscrits sont présents sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Centre ancien de Crémieu -Vieille ville de Morestel -Ancien château Delphinal de Vertrieu et ses abords. <p>La modification n°1 du Scot n'est pas de nature à entraîner des impacts sur ces sites.</p>
Directive paysagère des Alpilles		X	Non concerné
Éléments majeurs du patrimoine bâtis (monuments historiques et leurs périmètres de protection, sites archéologiques...) ?	X		<p>Le territoire présente un patrimoine culturel et architectural remarquable dont l'intérêt est souligné par la présence de nombreux édifices protégés au titre des Monuments historiques (47 monuments, dont 36 sont inscrits et 11 classés).</p> 

			Au regard de la nature de ces modifications la modification n°1 du Scot n'engendre pas d'incidences relatives à ce monument.
ZPPAUP ⁷ ou AVAP site patrimonial remarquable ?	X		<p>Plusieurs ZPPAUP/AVAP sont présentes sur le territoire du Scot :</p> <ul style="list-style-type: none"> -ZPPAU de la commune de Saint-chef ; -AVAP de la commune de Brangues ; -AVAP de la commune de Vertrieu ; -AVAP des communes de Hières-sur-Amby et de Saint-Baudille-de-la-tour. <p>Ces ZPPAUP/AVAP prennent en compte la protection du patrimoine bâti et la préservation du paysage dans les centres anciens et certains secteurs d'extension récents.</p> <p>La modification n°1 du Scot ne viendra pas impacter ces ZPPAUP/AVAP.</p>
PSMV ⁸ ?		X	
Autres éléments notables		X	

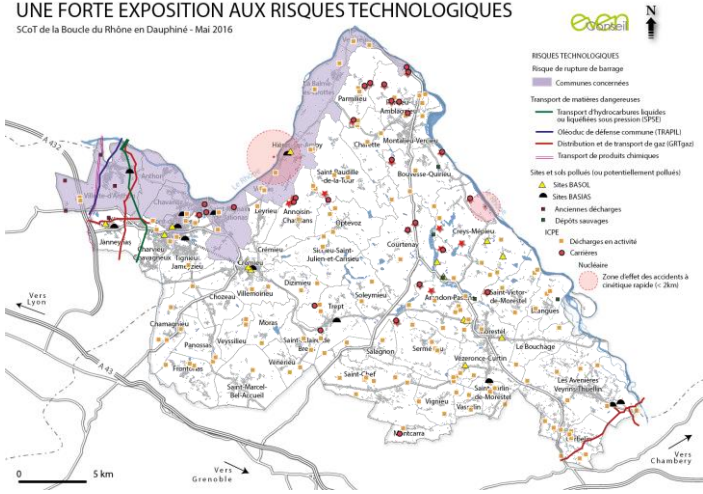
⁷

ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager

⁸

PSMV : Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur

Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(s) ? <i>Préciser l'impact direct et indirect des aménagements envisagés</i>
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL ⁹) ?	X		<p>16 sites BASOL sont recensés sur le territoire (carte ci-dessous).</p> <p>Au vu des objectifs de la modification, l'évolution du zonage et des dispositions réglementaires n'engendre aucune incidence ici.</p>
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS ¹⁰) ?	X		<p>15 sites Basias sont localisés sur le territoire.</p> <p>UNE FORTE EXPOSITION AUX RISQUES TECHNOLOGIQUES SCoT de la Boucle du Rhône en Dauphiné - Mai 2016</p>  <p>Au vu des objectifs de la modification, l'évolution du zonage et des dispositions réglementaires n'engendre aucune incidence ici.</p>
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	X		<p>De nombreuses carrières à ciel ouvert sont présentes sur le territoire.</p> <p>La CC n'a pas de nouveau projet de carrière sur son territoire, seulement des projets d'extension de carrières existantes (extension de la carrière Perrin à Montalieu-Vercieu et extension au Nord de la commune de Tignieu-Jamezieu.).</p> <p>La modification n°1 du Scot concerne ces carrières, en effet une prescription du DOO sera réécrite pour mettre fin à un recours initié par l'Unicem contre le SCoT. Il s'agit d'un recours gracieux. Il n'y a pas eu de décision de justice rendue et pas d'appel ou pourvoi en cassation. Le recours, la réponse de la CCBRD et le mémoire de la partie adverse en retour seront joints au dossier de cas par cas.</p> <p>Prescription initiale :</p> <p>« Lors des projets d'extension ou de création de sites de carrière, intégrer les conditions suivantes : se situer en dehors des aires d'alimentation en eau potable, éviter les zones agricoles irriguées, prendre en compte les différents niveaux de sensibilités environnementales tels que prévus dans le schéma départemental »</p> <p>Prescription modifiée :</p>

		<p>« Lors des projets d'extension ou de création de sites de carrière, intégrer les conditions suivantes : s'assurer de l'absence d'impact résiduel sur les aires d'alimentation en eau potable définies par l'hydrogéologue agréé et les zones agricoles irriguées, prendre en compte les différents niveaux de sensibilités environnementales tels que prévus dans le schéma départemental et le futur schéma régional des carrières ».</p> <p>Cette nouvelle prescription est plus souple car elle n'interdit pas les carrières dans les zones sensibles (Aires d'alimentation en eau potable, zones agricoles irriguées...) mais, en s'assurant de l'absence d'impact résiduel et en se référant au SDC 38 qui définit des mesures visant à réduire l'impact des extractions sur l'environnement (Tome II, partie D « orientations prioritaires et Objectifs à atteindre dans les modes D'approvisionnement en matériaux », sous partie D1 « Réduction de l'impact des extractions sur l'environnement » page 71, les incidences de cette modification sur l'environnement seront donc négligeables.</p>
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?	X	
Servitudes liées à des pollutions	X	
Autres éléments notables ?	X	

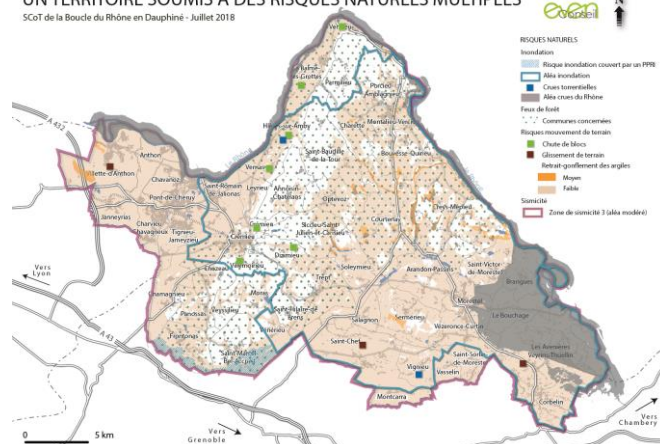
Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s? <u>Préciser l'impact direct et indirect des aménagements envisagés</u>
Risques ou aléas naturels (inondation, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...) ? Préciser ces risques.	X		<p>Le territoire est concerné par les risques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Séisme : Zone de sismicité : 3 ; – Inondation ; <p>Les risques d'inondation concernent 41 communes du territoire, notamment celles bordant le Rhône et la Bourbre. 7 communes sur 53 sont dotées d'un plan d'exposition aux risques d'inondation (PERI) : Les Avenières Veyrins Thuellin, Le Bouchage, Brangues, Morestel, Saint-Victor-de-Morestel et Vézeronce-Curtin. En complément, 11 autres communes bordant le Rhône sont réglementées par le Plan des Surfaces Submersibles du Rhône Amont approuvé en 1972</p> <p>Depuis le 14 janvier 2008, le PPRI de la Bourbre Moyenne est opposable. Dans le territoire de la Boucle du Rhône en Dauphiné, il ne concerne que les communes de Frontonas et de Saint-Martin-Bel-Accueil.</p> <p>Les modifications n'étant pas de nature à autoriser de nouvelles constructions, elles n'auront pas d'impact sur ce risque.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Mouvement de terrain : <p>Le territoire de la Boucle du Rhône en Dauphiné est concerné par les risques de retrait-gonflement des argiles, de cavités souterraines, de glissements, de chutes de bloc, d'éboulements, d'effondrements, de coulées de boues et d'érosion de berges sur</p>

l'entièreté du territoire.

Les modifications n'étant pas de nature à autoriser de nouvelles constructions, elles n'auront pas d'impact sur ce risque. Concernant les carrières, le SDC 38 réglemente leur implantation (Tome II).

UN TERRITOIRE SOUMIS A DES RISQUES NATURELS MULTIPLES

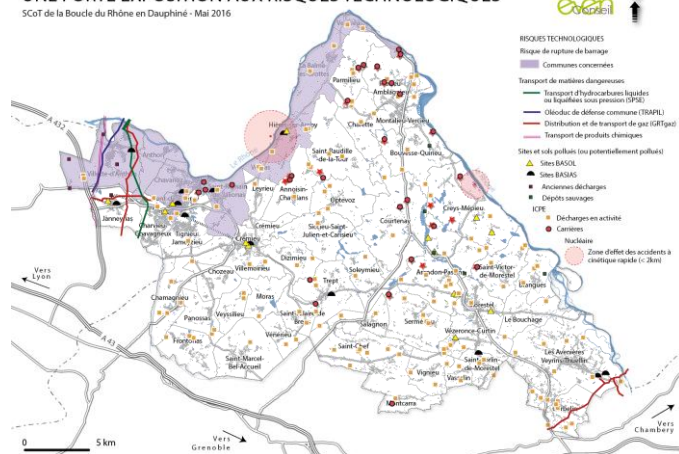
SCoT de la Boucle du Rhône en Dauphiné - Juillet 2018



- Transport de matière dangereuse (principales voies : la RD1075, RD65, RD517, RD55E, RD522, RD16... canalisation de gaz, de produits chimiques et d'hydrocarbure.)
- Rupture de barrage : Le territoire de la Boucle du Rhône en Dauphiné est soumis au risque de rupture de deux barrages, ceux de de Vouglans et de Coiselet situés dans le département du Jura. 9 communes sont impactées par le risque de rupture et sont soumises à un PPI.

UNE FORTE EXPOSITION AUX RISQUES TECHNOLOGIQUES

SCoT de la Boucle du Rhône en Dauphiné - Mai 2016



La modification n°1 du Scot n'aura aucun impact sur ces risques.

Plan de prévention des risques (naturels, technologiques, miniers), PAPI¹¹ approuvés ou en cours d'élaboration ?

X

Le territoire fait l'objet de 1 Plan de Prévention des Risques inondation approuvé en janvier 2008.

Ce PPRI impliquent certaines règles d'inconstructibilité et prescrit des dispositifs constructifs particuliers pour les projets et des mesures de prévention applicables à toute construction.

Nuisances connues (pollutions diverses, nuisances sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives,) ou projet susceptible d'entraîner de telles nuisances ?	X	<p>Quelques zones sont concernées par le bruit lié aux voies routières et ferroviaires (voir ci-dessous). La commune est également exposée à la pollution de l'air liée à ces axes.</p> <p>Néanmoins la modification du Scot ne sera pas une cause d'augmentation de ces nuisances sonores.</p>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X	<p>Les communes du territoire de la Boucle du Rhône en Dauphiné sont parcourues par un réseau de voies autoroutières, nationales et départementales génératrices de nuisances sonores. Au total ce sont 15 voies qui sont concernée par un classement sonore.</p> <p>Sur les 53 communes que compte le territoire de la Boucle du Rhône en Dauphiné, 32 sont traversées par au moins une voie classée ou sont impactées par l'une de ces voies (une commune peut être touchée par un secteur affecté par le bruit sans que la voie classée ne la traverse nécessairement).</p> <p>Les communes sont également exposées à la pollution de l'air liée à ces axes.</p> <p>A ce jour, seules deux communes sont également concernées par une carte de bruit stratégique : Villette-d'Anthon et Janneyrias, liée à la présence de l'autoroute A432. Ces deux communes sont également concernées par le PPBE de l'aéroport de Lyon Saint Exupéry.</p> <p>La modification n°1 du Scot n'a pas vocation à augmenter le nombre de personnes exposées.</p>
Autres éléments notables ?	X	

Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(les)? <i>Préciser l'impact direct et indirect des aménagements envisagés</i>
Enjeux spécifiques relevés par le SRCAE ¹² ? le PCAET ¹³ ?		X	
Présence d'un plan de protection de l'atmosphère ?		X	
Projet éolien ou parc photovoltaïque ?		X	

Éléments complémentaires que la commune souhaite communiquer (facultatif)

Ce document fait référence plusieurs fois au Schéma Départemental des Carrières de l'Isère. Ce schéma à vocation à être un outil d'orientation pour les exploitants lors de la recherche des sites d'exploitation et dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisations préfectorales. Les autorisations délivrées doivent être compatibles avec les orientations du Schéma, **celui-ci est opposable aux décisions administratives prises dans ce domaine.**

Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : 6 Septembre 2021

Lieu : Crémieu

Aurélien BLANC
Président du Syndicat Mixte de la Boucle du Rhône en Dauphiné

SIGNATURE



¹²

SRCAE : Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie

¹³

PCAET : Plan Climat Air Énergie Territorial